la cgt Haute-Garonne

Union Syndicale Solidaires

FSU 31

Le 16 octobre, toutes et tous, agissons contre l'austérité et pour la protection sociale solidaire

Après les promesses de printemps faites au MEDEF, l'ovation de sa politique de misère à l'université d'été patronale, Manuel Valls a choisi Toulouse, les 9 et 10 octobre, pour décliner son pacte d'austérité à l'occasion du congrès de l'Association des Régions de France (ARF), où le 1er ministre est venu confirmer aux élus régionaux ses orientations en matière de réforme territoriale.

Cette réforme participe à la baisse de 50 milliards des dépenses publiques votées par l'assemblée nationale. Diminuer les dépenses publiques utiles, racketter par l'impôt le contribuable, non pas pour diminuer le déficit public (il reste sensiblement constant d'une année sur l'autre) mais pour exonérer le patronat de toute contribution sociale : telle est la politique économique de Hollande et Valls. Elle entraîne le pays dans le chômage de masse, la récession et la misère : elle est tout entière au service des rentiers et nantis.

Preuve supplémentaire : l'affirmation du président d'inscrire dans la constitution le rôle du dialogue social et la place des grandes organisations représentatives s'est transformée, sur injonction du Medef, en remise en cause des seuils sociaux privant ainsi des millions de salariés de toute représentativité.

Les salariés qui défendent leurs emplois et l'entreprise, leurs services publics ou leurs conventions collectives sont, au moindre conflit et systématiquement, dénigrés comme l'ont clairement montré les campagnes médiatiques orchestrées par le gouvernement vis-à-vis par exemple des cheminots ou des intermittents du spectacle.

Plus globalement, c'est toute expression sociale qu'entend étouffer le gouvernement. Une telle politique de mépris des citoyens ne peut que renforcer l'incompréhension, le désarroi et l'exaspération. En fermant la porte à toute perspective sociale, comme l'avait fait Sarkozy, il permet au Front National de prospérer sur la misère.

Face à cette politique austéritaire anti sociale et anti économique, des alternatives existent : un autre partage des richesses par une véritable réforme fiscale, l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, la relance et le développement de l'emploi, la défense et le développement de la protection sociale solidaire.
Elles passent par l'intervention des salarié-e-s

SALAIRES, PENSIONS, EMPLOI, SERVICES PUBLICS, PROTECTION SOCIALE

Jeudi 16 Octobre
MANIFESTATION à 9h30
Place Jeanne d'Arc

STOP A L'AUSTERITE !